



l'édito

d'Alain Bergounioux

Une querelle révélatrice

La presse, à juste titre, s'est faite l'écho de la controverse ouverte, au sein du Front national, par Marion Maréchal-Le Pen sur la question de l'avortement. Elle marque, en effet, une ligne de fracture réelle entre ses deux principales composantes. La nièce entend représenter les valeurs profondément conservatrices qui ont façonné historiquement l'extrême droite française. Florian Philippot, qui détermine la ligne politique avalisée par Marine Le Pen, privilégie l'efficacité électorale d'un parti qui entend appliquer pleinement le principe du « ni droite, ni gauche ». Il y a, bien sûr, une lutte de pouvoir dans la perspective d'une succession à venir... Mais, il y a aussi une différence de stratégie. Et, c'est là le plus important pour caractériser la nature actuelle du mouvement frontiste ou, devrions-nous dire, « mariniste ».

En 2011, Marine Le Pen a hérité (c'est le mot juste...) d'un parti national-populiste, qui a dû son essor, depuis 1983, à la dénonciation de l'immigration, tourné violemment contre la gauche, héritier de toutes les haines de l'extrême droite, portant encore une conception libérale de l'économie à usage national, mais farouchement protectionniste. On n'efface pas facilement un tel héritage. Ce qu'ont opéré Marine Le Pen, et l'équipe qui l'entoure, c'est une réorientation du fonds du « jeanmarisme » - pour recourir à une expression que Jean-Marie Le Pen a lui-même utilisée récemment - pour subordonner toute la propagande du mouvement à deux thèmes forts : d'une part, la défense du peuple, dans toutes ses traditions et ses libertés, contre les populations exogènes, au premier rang desquelles les arabo-musulmans, d'autre part, la proclamation d'un souverainisme intégral, amenant, au premier chef, la perspective d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne. C'est pour cela, qu'a été mis fin, par Marine Le Pen, aux hésitations que l'on pouvait constater, il y a encore quelques temps.

Marine Le Pen, en 2012, parlait bien « d'avortement de confort ». Mais, aujourd'hui, la critique privilégiée de l'islam la contraint à défendre le droit des femmes. De même, pour la laïcité que Jean-Marie Le Pen et sa nièce, aujourd'hui, proche des milieux intégristes catholiques, ne revendiquaient pas. Celle-ci sert désormais d'instrument, pour l'équipe de direction contre le « totalitarisme islamique ». Il y a eu, d'autre part - et ce débat existe encore actuellement - une controverse sur la sortie revendiquée de l'euro ou non, mais le mouvement mariniste ne veut pas marquer une hésitation sur sa détermination souverainiste - d'autant moins que François Fillon paraît plus ferme qu'Alain

Juppé. Une convention sur les questions économiques devait se tenir : elle a été reportée - cf. l'article qui suit dans cette lettre -, faute de consensus.

On aurait donc tort de tenir cet épisode polémique pour secondaire. Il dessine, d'abord, ce que seront les affrontements à venir, au sein du Front national. Jean-Marie Le Pen est trop âgé pour représenter une alternative à la ligne « Philippot », mais pas Marion Maréchal... Il montre, ensuite, l'opportunisme électoral à l'œuvre dans ce mouvement, inspiré d'ailleurs d'autres partis européens du même type, particulièrement aux Pays-Bas, où il s'agit d'additionner des idéologies et des électorats différents, et potentiellement contradictoires. Les illusions électorales, évidemment, se dissiperont. Mais, nous n'avons pas le temps d'attendre ! Expliciter la nature du Front national et ses évolutions tactiques est la première chose à faire. Proposer un projet qui réponde aux problèmes concrets du pays est, évidemment, la partie la plus importante qui demeure. C'est le vœu que je formule pour 2017...

François Fillon et la protection sociale... un programme de sacrifices sans perspectives pour une majorité de français.

Le programme de François Fillon, en termes de protection sociale, est d'ores et déjà massivement rejeté par les Français, qu'il s'agisse d'ailleurs des couches populaires et moyennes ou des cadres. Le divorce entre l'expression d'une minorité, très à droite à l'occasion des primaires de « LR », et la société française dans ses profondeurs est patent. Les premières études d'opinion réalisées, à la demande du pourtant très « libéral » quotidien *Les Échos* font état d'un rejet - largement supérieur à 80 % des personnes interrogées - vis-à-vis de la plupart des mesures préconisées par le vainqueur de la primaire de la droite, en particulier dans les domaines de la santé, des retraites, et de l'éducation. Le cadrage macroéconomique fondé sur la diminution, à hauteur de 110 milliards, des dépenses publiques, et du nombre de fonctionnaires, à concurrence de 500 000, en cinq ans, est également contesté par toutes les catégories socioprofessionnelles, qui comprennent d'ores et déjà que l'essentiel est en cause.

Une méthode qui défie les médiations démocratiques. Il est vrai que sur la méthode comme sur le fond, la démarche du député de Paris pose problème quand elle ne choque pas

toutes celles et tous ceux qui sont attachés aux valeurs de la République, dont celles de l'égalité des droits.

Tout d'abord, il y a le refus revendiqué de toute négociation avec les partenaires sociaux, la remise en cause affichée du paritarisme en matière de gestion de la Sécurité sociale, le recours systématique aux ordonnances pour affaiblir l'autorité et le rôle du Parlement, et l'usage intensif du référendum pour contourner les médiations démocratiques; au risque de céder à une forme de tentation plébiscitaire, au demeurant risquée pour l'initiateur. Dans les démocraties modernes, en effet, les citoyens ont tendance de plus en plus souvent à répondre à celui qui pose la question référendaire, et non à la question posée.

Des options dangereuses pour l'équilibre même de la société.

Sur le terrain de la famille, François Fillon propose purement et simplement d'abandonner le principe de modulation des prestations familiales, selon le niveau de revenus. En clair, donner plus aux ménages très aisés et moins aux familles les plus modestes. Cette proposition est assortie d'une remise en cause brutale des 35 heures hebdomadaires de travail, allant jusqu'à préconiser la semaine de

Tout d'abord, il y a le refus revendiqué de toute négociation avec les partenaires sociaux, la remise en cause affichée du paritarisme en matière de gestion de la Sécurité sociale, le recours systématique aux ordonnances pour affaiblir l'autorité et le rôle du Parlement, et l'usage intensif du référendum pour contourner les médiations démocratiques; au risque de céder à une forme de tentation plébiscitaire, au demeurant risquée pour l'initiateur.

40 heures et plus. Cette décision altérerait gravement les possibilités de conciliation harmonieuse d'une vie professionnelle et d'une vie familiale, pour les femmes comme pour les hommes. D'autant qu'il faudrait aussi compter, avec les annonces de l'ancien Premier Ministre de Nicolas Sarkozy, relatives aux baisses drastiques de financement pour tout ce qui touche à la petite enfance et à la scolarisation dès l'âge de trois ans, au niveau de l'État comme à l'échelon local.

Le système des retraites constitue la seconde cible du candidat de la droite. En premier lieu, il entend supprimer les mesures prises en 2012, par le gouvernement Ayrault et visant à rétablir le principe de la retraite à 60 ans pour tous les salariés ayant exercé une longue carrière professionnelle et le plus souvent dans des condi-

tions pénibles. A noter que ces dispositions ont permis, depuis 2013, à plus de 500 000 salariés de prendre une retraite bien méritée dès l'âge de 60 ans. En fait, le candidat de la droite refuse de prendre en compte à la fois, les questions de disparité d'espérance de vie, à 60 ans, selon les catégories socioprofessionnelles et celles de pénibilité des métiers

exercés. D'où la remise en cause, dans le même mouvement, du compte « pénibilité » instauré également par le gouvernement de la gauche et constamment combattu par le MEDEF et la CGPME.

François Fillon évoque sans ambiguïté, le report de l'âge légal de la retraite à 65 ans, d'ici à la fin du prochain quinquennat ou d'ici le milieu de la prochaine décennie au plus tard. Cette contre-réforme signifierait, compte tenu du nombre croissant de trimestres de cotisations exigés, une retraite à 70 ans à taux plein pour beaucoup de salariés, aujourd'hui quadragénaires voire quinquagénaires, souhaitant pourtant bénéficier d'une retraite dépourvue de la moindre décote.

Cette posture apparaît essentiellement idéologique. En effet, les comptes de la Sécurité so-

ciale, et singulièrement ceux de la branche vieillesse du régime général des salariés, sont en voie de rétablissement par le gouvernement de la gauche, en dépit du lourd passif – plus de 5 milliards de déficit pour la seule branche vieillesse – légué par l'équipe dirigée par François Fillon, sous l'égide de Nicolas Sarkozy, en 2012. Cette démarche bouleverse aussi les termes de l'accord conclu entre partenaires sociaux, à propos des retraites complémentaires, en octobre 2015. Ce qui confirme le mépris affiché pour toute forme de négociation et de dialogue social sur des sujets essentiels, qui relèvent d'abord de la compétence des partenaires sociaux, à moins qu'il ne s'agisse de méconnaissance pure et simple.

Elle susciterait, surtout, un inévitable surcroît de chômage, chez les séniors, d'une part, chez

les jeunes, d'autre part, ainsi que de lourds dysfonctionnements en termes de déroulement de carrières et de respiration dans les entreprises et les administrations. On évalue les effets d'un seul mois de report de l'âge légal à plus de 10 000 chômeurs de plus. On imagine malheureusement, sans peine, les conséquences d'un report de 3 ans, soit 36 mois, à raison de 4 ou 5 mois par

classe d'âge, à partir de celle de 1956.

A cette volonté, s'ajoute de la part du député de Paris, l'intention d'instaurer un troisième niveau de retraite sous forme de capitalisation. Une telle solution déséquilibrerait gravement l'édifice, au détriment des régimes de base, mais aussi des retraites complémentaires. Ce serait la porte ouverte à une forme de privatisation et, surtout, à une vraie rupture avec les mécanismes de solidarité intergénérationnelle. Nous parviendrions très vite à un système de retraite au rabais pour les couches populaires et moyennes, avec des effets d'éviction croissants pour le financement des régimes de base. Et un système « haut de gamme » pour celles et ceux qui disposent des moyens, mais avec toutefois, tous les risques que comporte la capitalisation, à raison d'éventuels « coups de tabac »

A cette volonté, s'ajoute de la part du député de Paris, l'intention d'instaurer un troisième niveau de retraite sous forme de capitalisation. Une telle solution déséquilibrerait gravement l'édifice, au détriment des régimes de base, mais aussi des retraites complémentaires.

boursiers, d'opérations spéculatives et d'accélération de l'érosion monétaire toujours possible, à l'échéance de plusieurs décennies. François Fillon, à travers cette dernière proposition, dévoile le cœur de son projet « social ». Ouvrir la protection sociale aux compagnies d'assurances et aux banques privées, quitte à générer la fragilisation de tout l'édifice, et à amputer le pouvoir d'achat des cadres moyens et supérieurs à travers le gonflement d'un taux d'épargne pouvant très vite se transformer en bulle spéculative. N'oublions jamais l'évaporation sans recours possible, des placements dans les fonds de pension lors de la plupart des crises financières récentes.

Une incitation à renoncer aux soins. En matière d'assurance-maladie, le candidat désigné par la primaire de la droite indique d'emblée son intention de supprimer la réforme emblématique du gouvernement de la gauche, visant à généraliser le « tiers payant », c'est-à-dire l'égalité d'accès aux soins et la priorité à la prévention. Il prévoit des économies de l'ordre de 20 milliards d'euros, assorties d'une

diminution d'astiquie du nombre de fonctionnaires et d'agents hospitaliers, au moins 150 000 sur cinq ans. Cette double annonce signifie des fermetures d'établissements hospitaliers, l'abandon de toute logique de prévention, le développement anarchique des déserts médicaux.

Plus graves les « remèdes » du candidat François Fillon prévoient une assurance-maladie tournée uniquement vers la prise en charge des maladies chroniques et des pathologies relevant de ce que l'on dénomme couramment les Affections de longue durée (ALD). Cet a priori signifie la négligence délibérée pour tout ce que l'on appelle, bien souvent à tort, le « petit risque ». Or, les « petits risques » lorsqu'ils ne sont pas traités à temps, en raison d'un renoncement à se soigner ou d'une hésitation à

Or, les « petits risques » lorsqu'ils ne sont pas traités à temps, en raison d'un renoncement à se soigner ou d'une hésitation à consulter en raison d'obstacles financiers, conduisent souvent à des pathologies lourdes et finalement très coûteuses pour le malade concerné comme pour la collectivité.

consulter en raison d'obstacles financiers, conduisent souvent à des pathologies lourdes et finalement très coûteuses pour le malade concerné comme pour la collectivité. Cette démarche très régressive débouche, par conséquent, sur trois périls majeurs : des désordres sanitaires graves pouvant même entraîner des pandémies répandues dans toute la population ; une inégalité accrue devant la santé et l'accès à des soins de qualité et en temps réel ; la construction d'un système de santé pour les riches financés par les riches, avec en regard, un système au rabais pour les pauvres et les plus modestes financé par les catégories populaires.

Une telle approche constituerait un contresens, alors que l'inégalité d'accès aux soins demeure encore trop souvent la règle, en dépit des efforts accomplis depuis cinq ans, et un risque de rupture majeure du pacte social fondé sur l'égalité des droits, en matière de santé. Enfin, un danger pour le progrès humain dont l'un des juges de paix se confond avec celui de la mesure de l'espérance de vie en bonne santé.

Cette perspective provoque déjà l'inquiétude chez l'immense majorité des assurés sociaux et parmi les familles. Elle entraînerait aussi, si elle devait se concrétiser, celle des praticiens et du corps médical dans sa grande majorité, qui connaissent le rôle crucial de l'assurance-maladie pour le développement de leurs activités et de leurs pratiques.

La santé représente un bien public qui ne peut être livré aux appétits des lobbies financiers et des assurances privées, même s'il s'agit d'un rêve implicite du CNPF et, maintenant du MEDEF, depuis le milieu des années 1980, conformément aux intentions affichées par le programme du RPR lors de la première cohabitation.

La politique de santé suppose une mutualisation des moyens, des investissements et des

coûts, une régulation, via un service public hospitalier efficace et performant, mais aussi un parcours de soins et des réseaux de médecine de ville, la lutte contre les déserts médicaux, une politique d'égalité sociale et territoriale. Tous ces aspects essentiels à une politique santé de qualité seraient balayés par une action de libéralisation lucrative et aveugle, ne répondant ni aux enjeux ni aux besoins. Quant à la recherche médicale, elle serait ainsi livrée aux aléas et objectifs de rentabilité à court terme, sans référence aucune aux souffrances des malades et aux besoins des populations. Les tentatives d'explications livrées par François Fillon, quinze jours après sa victoire aux « primaires » de la droite, sur un mode pour le moins confus ne changent rien à sa logique profonde exprimée dans le débat face à ses concurrents. Il prévoit toujours une réduction des dépenses de santé, de l'ordre de 20 milliards d'euros, et une baisse du nombre de fonctionnaires hospitaliers d'au moins 150 000, en cinq ans. Le cadrage macroéconomique induit la même politique et les mêmes conséquences concrètes pour les assurés sociaux, et d'abord les plus fragiles. L'article rédigé dans *Le Figaro* traduit, tout au plus, une difficulté de sa part à bien maîtriser un dossier, concernant pourtant tous les Français. Mais, l'objectif politique reste identique. C'est bien de revanche sociale dont il s'agit.

François Fillon, par ses propositions, dans ce domaine, désormais contestées même par ceux qui l'ont soutenu, montre sa méconnaissance du

sujet, son dogmatisme et son imperméabilité à tout sens de l'intérêt général.

Un programme de démolition. Le programme de François Fillon imposerait des sacrifices à l'immense majorité des salariés du secteur privé et public, des retraités, des assurés sociaux, des familles, pour le bénéfice de quelques-uns, les plus privilégiés, exonérés par ailleurs, selon les annonces de la droite, de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et d'une bonne partie des droits de succession. En ligne de mire, l'hôpital public, l'égalité d'accès aux soins, le droit à une retraite décente, et d'abord pour celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, la solidarité entre milieux sociaux et générations.

Le schéma de pensée et d'action du candidat Fillon consiste à effacer ce que plusieurs générations de responsables politiques et de partenaires sociaux ont patiemment construit, depuis 1944, jusqu'à nos jours, au nom d'une méthode, le compromis, et d'un objectif, le progrès pour tous.

Ce n'est pas un choix de recul social, comme nous en avons connu en 1986 avec le RPR, ou en 2002 avec l'UMP. C'est un choix « culpabilisant » et de régression malthusienne, qui compromettrait à la fois, l'avenir des forces vives, et l'égalité républicaine. Les Français, dans leur immense majorité, semblent être en train de le comprendre. A nous de continuer à les convaincre de la gravité de la menace qui pèse sur eux.

M.B.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
aux cahiers de la présidentielle. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



Pierre Lefébure...

... est Maître de conférences en science politique à l'Université Paris 13, où il co-dirige le master « Conduire et évaluer les politiques publiques », et chercheur au Laboratoire Communication et Politique-IRISSO. Ses travaux portent, notamment, sur les jugements des citoyens sur le système politique, la communication politique et les campagnes électorales. Il co-anime le projet "Sensibilité au traitement télévisuel du terrorisme" (Sensi-TV-T) financé par le CNRS, et a récemment publié *Le Défi Charlie. Les médias à l'épreuve des attentats* (Lemieux, 2016).

« La candidature de François Fillon ouvre la porte à un débat de clarification entre la gauche et la droite pour proposer un autre modèle »



Rétrospectivement, comment analysez-vous les primaires de la droite et du centre ?

Il s'agit indiscutablement d'un gros succès en termes de mobilisation. Y compris au regard des sondages qui s'étaient montrés prudents sur le périmètre de participation. Les hypothèses hautes des prévisions établies par les instituts ont été largement dépassées, avec 4,3 puis 4,4 millions de participants.

Un fait vient confirmer ce qui était perceptible,

dès 2011, avec la primaire de la gauche : le maillage territorial et la diversification des implantations des bureaux de vote, quelle que soit la justification politique de ces implantations, constituent un facteur-clé de cette réussite.

Avec 10 228 bureaux de vote, ce maillage est certes important, mais inégal, dans la mesure où il correspond aux zones de force de l'implantation politique de la droite. Ce qui a permis aux organisateurs de cette primaire de la droite et du centre de capter un nombre élevé de mili-

tants et sympathisants, avec des contrastes très forts, cependant, tout en nous renseignant sur les capacités de mobilisation du cœur de cet électorat. Il sera sans doute plus difficile d'évaluer le potentiel, au-delà de ce premier cercle de militants et de sympathisants qui compte pour près de 9,5 % de l'ensemble du corps électoral, ce qui est à la fois beaucoup, au regard de la démarche de cette primaire, et très peu, comparativement à la participation aux premier et second tours d'une élection présidentielle.

En comparant les primaires de la gauche, en 2011, et de la droite, cette année, il est certain que cette opération s'est soldée pas un succès, même si le maillage est différent de celui d'une élection traditionnelle. J'ajoute que la forte médiatisation faite autour de cet événement a pesé de tout son poids dans la balance, dans un contexte où le Front national se fait discret et où les forces de gauche sont divisées dans leur mode d'expression. L'appétence des médias nationaux et régionaux et la relative indisponibilité des autres formations politiques ont donc contribué à concentrer l'attention et à stimuler la participation.

Comment ne pas évoquer, enfin, la participation, à cette primaire, de 500 000 à 600 000 électeurs de gauche et de 400 000 sympathisants FN ? La logique de ces électeurs n'est évidemment pas la même, si on tient bien compte que, à chaque élection locale ou nationale, une bonne moitié de l'électorat frontiste opte pour un candi-

dat de droite, aux seconds tours dont le FN est éliminé. Précisons également que les candidats ont recouru massivement aux outils numériques qui leur ont permis de soutenir régulièrement la mobilisation de leurs propres partisans, tandis que cela ne peut valoir pour d'autres catégories d'électeurs moins engagés et souvent plus tardifs à faire leur choix.



La moyenne d'âge de la participation est, semble-t-il, supérieure pour les



trois principaux candidats du premier tour que pour leurs adversaires.

Oui. Ceci vaut, effectivement, pour François Fillon, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy qui n'ont pas réussi à mobiliser les jeunes électeurs (18-35 ans). Les plus de 50 ans sont, en revanche, surreprésentés dans le vote. C'est un phénomène bien connu concernant la droite aux différents scrutins locaux ou nationaux. Lors des élections présidentielles de 2007 et 2012, les électeurs les plus âgés ont voté ainsi, dans une large majorité, pour Nicolas Sarkozy, quand les plus jeunes optaient pour le candidat socialiste.



La participation a été très variable au gré des circonscriptions. Dans celles où elle a été très forte, le niveau de vie est élevé. Les dix circonscriptions qui ont le plus voté - participation entre 25 % et 36 % - sont toutes situées dans l'ouest urbain et aisé de l'Île-de-France. Comment interpréter ce résultat ?

Les plus de 50 ans sont surreprésentés dans le vote. C'est un phénomène bien connu concernant la droite aux différents scrutins locaux ou nationaux. Lors des élections présidentielles de 2007 et 2012, les électeurs les plus âgés ont voté ainsi, dans une large majorité, pour Nicolas Sarkozy, quand les plus jeunes optaient pour le candidat socialiste.

Les zones démographiques urbaines sont naturellement plus propices à la mobilisation et au vote, dans la mesure où les temps de transport y sont écourtés. Sans compter que ces territoires comptent de nombreux élus ancrés à droite, avec une capacité militante redoublée dans le bassin francilien. Ils ont donc, fort logiquement, apporté de forts bataillons de participants sur une géographie électorale traditionnellement

acquise à la droite (Paris, Yvelines, Hauts-de-Seine), composée, pour l'essentiel, de CSP+ et d'indépendants ou de salariés du secteur privé, plutôt âgés et attachés à des valeurs traditionnelles.

Cette primaire s'est donc soldée par une mobilisation élevée dans cette zone de force. Ce qui signifie qu'il n'y a pas eu de terres de conquêtes nouvelles et que le flou subsiste dans les autres territoires où, à l'exception de la Gironde, le vote est resté faible. La stratégie du maillage a d'ail-

leurs été pensée par le comité d'organisation de la primaire pour mobiliser prioritairement cette catégorie d'électeurs. De ce point de vue, la mission a été accomplie.

À contrario, l'énergie déployée par Nicolas Sarkozy dans l'Est et, surtout en PACA, n'a pas suffi à lui offrir la victoire, en dépit d'une participation très importante et d'un maillage élevé des bureaux de vote. Le constat vaut également pour l'agglomération lyonnaise où l'électorat traditionnel de droite s'est massivement mobilisé, sans qu'il en tire pour autant bénéfice, malgré la forte implication de ses soutiens.

? *Les territoires ruraux les plus isolés et les zones paupérisées et désindustrialisées ne se sont pas sentis concernés. Cela signifie-t-il qu'une partie de l'électorat nourrit les rangs de l'abstention ou opte désormais pour le FN ?*

Dans une partie du Nord et de l'Est de la France, une frange de l'électorat populaire qui se reconnaît traditionnellement dans la droite et le gaullisme, a quelque peu délaissé cette primaire, malgré une forte implantation des bureaux de vote. Le constat vaut également pour les territoires périurbains et ruraux où les catégories populaires ont décroché et où la participation est restée faible. Il existe donc bien un décrochage de cette partie

de l'électorat qui se vérifie dans l'exercice de la primaire, sans pour autant augurer de quoi que ce soit pour la suite. Ne serait-ce que parce que les dynamiques de mobilisation sont différentes. François Fillon n'en est pas moins parvenu à créer une dynamique dans le grand Nord-Ouest, par un effet d'entraînement, en attirant les voix d'une droite catholique traditionnelle peut-être lassée par les errements et les excès de Nicolas Sarkozy. Alain Juppé aurait pu bénéficier d'un effet analogue, en s'attirant les faveurs d'un électorat centriste et « bayrouiste », bien ancré dans

l'Ouest de la France. Or, ce n'est pas le cas, et c'est bien François Fillon qui a tiré les marrons du feu. Y compris dans les zones rurales.



Ce qui est vrai pour les primaires vaudra-t-il nécessairement pour la présidentielle et les législatives ?

Dès lors que l'on parvient à mobiliser le cœur de son électorat, dans le cadre d'une primaire, c'est qu'on est en capacité de le faire une deuxième fois, quelques mois plus tard pour l'élection présidentielle. En revanche, se pose la question de savoir si et comment François Fillon est susceptible de réorganiser et de recentrer une part de son programme, afin de conquérir un électorat moins vindicatif que ne l'est celui de la droite libérale économiquement et conservatrice sur les questions de société et de mœurs. On sait qu'une élection nationale ne se joue pas tant dans la recherche de voix modérées que dans la sur-mobilisation de son camp, par rapport à une moindre mobilisation des adversaires, ce que l'on nomme la « mobilisation différentielle ». Mais, cela ne suffit pas, surtout pour la présidentielle où la participation est forte, et il faut aussi avoir la capacité à élargir le socle de son électorat, selon des logiques qui peuvent être assez différentes d'un segment de population à l'autre. On évoque parfois les électeurs les plus distants et

les moins idéologiques comme « le marais » qu'il s'agit de convaincre par des qualités personnelles ou des stratégies thématiques plus ou moins simplificatrices ou audacieuses. On peut également chercher à convaincre des électeurs peu ou pas affiliés à un camp, de manière pérenne, mais ayant une forte attente sur un thème spécifique, et donc susceptibles de produire ce qu'on appelle un « vote sur enjeu ». Or, tout cela ne peut s'élaborer que par rapport au cadre défini par la configuration globale des candidatures dont on ignore encore ce qu'elle

sera définitivement (quel candidat issu de la primaire de gauche ? présence ou absence de Michèle Alliot-Marie ou de François Bayrou, etc.). Paré de la vertu d'être droit dans ses convictions, quel positionnement et quelles stratégies François Fillon adoptera-t-il ? Il est encore trop tôt pour le discerner. La capacité à conquérir stratégiquement un électorat plus large que celui de la primaire est donc conditionnée par des facteurs extérieurs encore en suspens et qui sont d'ailleurs actuellement discutés, au sein de ce qui préfigure l'équipe de campagne de François Fillon. Notamment, sur le thème de la sécurité sociale, la vainqueur de la primaire de la droite a d'abord exprimé une conception très libérale renvoyant à la responsabilité des patients considérés comme des consommateurs de soins, a contrario de la conception de solidarité et de cohésion sociale historiquement portée par la gauche. Mais, à l'instigation de plusieurs de ses soutiens, François Fillon tend désormais à modérer ses propositions pour ne pas se couper de catégories populaires qu'on présume sensible à la question de l'accès aux soins.

Quant aux élections législatives, on peut considérer que les dynamiques de sur-mobilisation, à certains endroits, et de sous-mobilisation, à l'échelle d'autres territoires, pèseront de tout leur poids. Il en sera ainsi dans le Nord, dans l'Est et en PACA où les déperditions de voix entre le premier et le second tour de la primaire ont été notables et où l'on sait que le FN est bien implanté. On peut donc penser qu'il s'agit là de zones de relative faiblesse pour François Fillon et les élus LR qui feront acte de candidature dans les circonscriptions correspondantes. Il y a certainement, de ce point de vue, beaucoup d'enseignements à tirer de la primaire, en prévision de l'élection de juin prochain, sous réserve que l'élection présidentielle ne produise pas un effet d'entraînement qui aurait sa propre logique.



Les résultats de la

François Fillon est susceptible de réorganiser et de recentrer une part de son programme, afin de conquérir un électorat moins vindicatif que ne l'est celui de la droite libérale économiquement et conservatrice sur les questions de société et de mœurs.



droite et du centre et la montée du Front national, ne coïncident-ils pas avec la recrudescence des populismes, en Europe ? Comment l'expliquer ?

Parmi les candidats de la primaire de la droite et du centre, force est de constater que Nicolas Sarkozy est celui qui a le plus emprunté à une rhétorique populiste désignant de manière simple et virulente des figures antagonistes, ciblant, notamment, migrants et terroristes. Il a recouru ainsi à des formules à l'emporte-pièce sur des sujets sensibles et saillants. Or, il n'en a pas vraiment tiré profit ni dans la dynamique de campagne ni dans les votes, y compris dans des zones qu'on pouvait pourtant initialement supposer lui être favorables. Inversement, entre un Alain Juppé qui était sur une ligne dite modérée,

et un François Fillon plus rigoriste et traditionnel, tant sur le fond que sur la forme, les débats ont été plutôt de bonne tenue. Même Bruno Le Maire, dans sa dénonciation de l'ENA, ou Jean-François Copé, dans son appel à une droite décomplexée, n'ont pas joué sur des appels trop ostensiblement

liés à la rhétorique populiste anti-élites ou stigmatisant des groupes spécifiques.

Dans le même temps, les électeurs issus des catégories populaires et rurales, victimes du déclasserment, n'ont pris part au vote que de manière marginale. Or, c'est bien eux qui nourrissent, majoritairement, l'augmentation du vote un peu partout en Europe en faveur des partis nationaux-populistes qui capitalisent indéniablement sur le désaveu envers la politique et sur un contexte où la crise économique et les flux migratoires ont accentué des inquiétudes. Par comparaison, il me semble que le comportement des candidats à la primaire et la mobilisation de leur électorat historique, plutôt bourgeois, conservateur et catholique ne rend pas compte des mêmes dynamiques.

J'ajoute que, malgré les scores élevés du FN aux dernières élections qui laissent à penser que Marine Le Pen peut atteindre le créneau des 25 à 30 % au premier tour présidentiel qu'indiquent ac-

tuellement les sondages d'intention de vote, nous n'en savons pas plus sur la part de l'électorat susceptible d'adhérer à une offre nationale-populiste, quand celle-ci sera confrontée à une offre de droite réorganisée autour de François Fillon et à une offre de gauche plus ou moins éclatée ou recomposée. Une clarification du débat gauche-droite sur les questions d'ordre social et économique peut servir de point d'appui à la remobilisation en faveur de la gauche d'une partie de l'électorat populaire tel qu'il demeure sans doute affecté par la crise et inquiet du devenir de l'Europe et du processus de migration.



Au-delà du constat que vous dressez, comment la gauche peut-elle remobiliser les classes populaires ?

La candidature de François Fillon ouvre bien la porte à un débat de clarification gauche-droite qu'Alain Juppé, au contraire, se serait sans doute un peu appliqué à atténuer. Dans cette perspective, la succession des défaites de la gauche de gouvernement et de ses alliés aux élections locales, depuis 2012, pose la question de savoir si elle reste audible et sur quels sujets. La configuration des candidatures de la gauche à cette élection présidentielle, les résultats de la primaire en cours et son impact sur les clarifications au sein du Parti socialiste, ainsi que sur sa capacité à rassembler ses alliés historiques, peuvent se traduire par divers types de discours et de propositions. Tout cela n'est pas encore décanté. De ce point de vue, il y a un double enjeu : d'une part, le contenu politique de l'offre résultant de la primaire de gauche pour aller vers les électeurs et, d'autre part, la capacité du PS à s'entourer de partenaires politiques pour construire un nouvel arc majoritaire dans la logique du second tour présidentiel et des alliances nécessaires pour les législatives qui suivront. On peut imaginer que le second enjeu découlera plus ou moins de la façon dont le premier sera réglé. La fonction programmatique du futur candidat aura donc toute son importance.

Il faut, notamment, éviter que la droite préempte des thèmes propres à la gauche, comme ce fut malheureusement le cas en 2007 sur les questions du pouvoir d'achat et du revenu, car ce sont des sujets cruciaux pour repartir à la conquête des catégories populaires, au sein desquelles le vote Sarkozy avait alors été majoritaire.

Dans l'incertitude actuelle, l'apparition d'une thématique telle que celle du revenu universel peut contribuer à la dynamique de campagne. Mais, ce thème peut se décliner sous des formes très libérales ou sociales, selon qu'on incline à droite ou à gauche. Et il est souvent abordé par des aspects techniques de refonte des minima sociaux peu accessibles au grand public qui, pour adhérer à une proposition, a plutôt besoin d'une formulation simple et adossée à une vision de la société qui corresponde suffisamment à ce que

le sens commun permet de se figurer.

Il ne s'agit pas de renoncer à innover, car cela est nécessaire face aux grandes évolutions de la société. Mais, en l'état, une proposition de ce type a peu de chances d'être audible chez les catégories populaires qui, en revanche, s'entendent clairement à comprendre

Nous n'en savons pas plus sur la part de l'électorat susceptible d'adhérer à une offre nationale-populiste, quand celle-ci sera confrontée à une offre de droite réorganisée autour de François Fillon et à une offre de gauche plus ou moins éclatée ou recomposée.

ce qu'est une augmentation du salaire minimum, la baisse (ou la hausse) d'un impôt ou l'augmentation du temps de travail sans compensation salariale. A n'en pas douter, dans le temps finalement assez limité de quelques mois de campagne, ce qui est susceptible d'être le mieux compris par les électeurs potentiels issus des catégories populaires est ce qui se rapportera, pour le corriger ou pour l'accentuer, à leur sentiment de déclassement et d'abandon. Cela rejoint deux constats récurrents sur les campagnes : les électeurs, notamment, des catégories populaires, aspirent à être rassurés, voire protégés, face aux dérèglements du monde et, moins on est idéologique, plus on évalue les propositions des candidats, par rapport à son expérience et ses conditions de vie.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Les dessous cachés du projet économique du FN

Comment définir le programme économique du Front national et quelles sont ses principales mesures ? En quoi a-t-il évolué au cours des dernières années ? La rencontre organisée le 8 novembre dernier, à Paris, par l'Observatoire des radicalités politiques, en partenariat avec la Délégation socialiste française au Parlement européen, a permis de lever un voile sur le sujet. Le tout, en présence de Pervenche Bérès, députée européenne et présidente de la délégation socialiste au Parlement européen, Sandrine Duchêne, ex-conseillère du président de la République, et Dominique Meurs, économiste, chercheuse associée à l'Ined et professeure à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense (EconomiX).

Apparences trompeuses. *Le FN est un parti de tradition libérale, qui a longtemps refusé l'intervention de l'Etat et le rôle des services publics, en vantant les vertus des assurances privées pour refonder le système de santé et de retraites.*

S'il faudra patienter encore quelques semaines pour connaître les propositions économiques du FN, le « préprogramme » concocté par « CAP éco », une structure interne pilotée par Bernard Monod, l'un des économistes du parti, nous livre quelques pistes précieuses, peu différentes, au fond, des propositions qui prévalaient en 2012. Comment qualifier un projet qui promet à la fois la défense des PME, artisans et commerçants, en sus d'une revalorisation importante du Smic ? Un texte qui mise sur des baisses d'impôt et une augmentation brutale des dépenses publiques ? Qui prévoit d'assouplir le droit du travail et les 35 heures que les accords de branches pourraient faire passer à « 39 heures payées 39 ? » Qui planifie également une taxe sur les importations, destinée à financer une hausse de 200 € des salaires inférieurs à 1,4 Smic ? Une taxe qui resterait cependant temporaire.

Il n'est pas inutile de rappeler que le FN est un parti de tradition libérale, qui a longtemps refusé

l'intervention de l'Etat et le rôle des services publics, en vantant les vertus des assurances privées pour refonder le système de santé et de retraites. La patronne du parti et son mentor, Florian Philippot, pour des raisons électorales, ont choisi, cependant, de réorienter leur discours, en tablant sur l'interventionnisme étatique, en insistant sur l'importance de la question sociale. À y regarder de plus près, ces deux là ont opté, toutefois, essentiellement pour un changement de discours, et non d'orientation. Les propositions concrètes restent, de ce point de vue, des plus floues et leurs conséquences désastreuses pour l'économie française. N'en demeure pas moins que ce parti chasse, à présent, sur les terres de la gauche.

Pour défendre, pèle mèle, les services, les fonctionnaires, les retraités, les exploitants agricoles, les chefs d'entreprises des TPE, les artisans, les commerçants, le Front national ne jure plus désormais que par le « patriotisme économique ». À charge, pour l'Etat, de répondre au « diktat » des marchés et de

l'Union européenne.

Ce « patriotisme » est la règle, avec, pour principales armes, la sortie de l'euro et des politiques d'austérité. Et, pour corollaire, le principe de « préférence nationale », au nom d'une logique de fermeture des frontières et de la lutte contre l'immigration. En ligne de mire, la politique de libre-échange, qui ne fait in fine que des perdants. Le repli est la norme, en réaction à la mobilité sociale. Les victimes sont clairement désignées - classes populaires et moyennes, retraités, fonctionnaires, salariés des PME-PMI, déclassés -, en opposition aux élites financières et au modèle allemand, auxquels le mouvement frontiste oppose une dévaluation prétendument compétitive, la renégociation des traités et la res-

tauration de la Banque de France, comme émettrice de monnaie... « *L'argent des français doit rester en France* », stipule le programme. « *Ce discours est la matrice des 24 eurodéputés frontistes qui siègent au Parlement européen* », confie Pervenche Bérès. Au fil du temps, l'institution est devenue une véritable base arrière pour le parti d'extrême droite qui y puise expertises et moyens. « *Il y bénéficie d'une réelle visibilité et de passerelles auprès des partis populistes les plus radicaux, en Hongrie ou en Pologne.* »

Une politique ruineuse !

Mais, la mesure la plus emblématique demeure sans nul doute la sortie de l'euro qui figure au cœur du projet frontiste. Avec une période de renégociation de six mois, étant entendu que, si elle était jugée infructueuse, l'idée d'un référendum pour ou contre le maintien dans l'euro serait acté.

La question n'en a pas moins été posée dans les débats internes où des positions différentes s'affrontent. Faut-il sortir de la monnaie unique, au risque de se mettre à dos tout ou partie des retraités ? Sous quelles conditions ? Sur ce

point, la réponse est sans équivoque et la proposition d'un retour au franc, tout en conservant une monnaie commune à l'échelle européenne, a été imposée par Marine Le Pen. À charge, pour Philippot et les stratèges du FN, de convaincre les retraités, particulièrement réservés vis-à-vis du sérieux économique de l'extrême droite, qu'une sortie de l'euro ne remettra pas en cause la politique de très bas taux d'intérêt, notamment pour tout ce qui relève des emprunts sur les marchés financiers, pour le refinancement de la dette. Or, des taux élevés, ce sont des points de croissance en moins, et surtout des marges budgétaires et sociales en berne.

« *Le « nouveau franc » plongeant immédiatement de 20 à 30 % face aux autres monnaies*

dans le meilleur des cas, qui cela avantagera-t-il ?, s'interroge Olivier Pastré, professeur d'économie à l'Université Paris VIII (Le Monde, 25 octobre 2016). Cela fera le bonheur de quelques patrons grands exportateurs et celui du CAC 40, mais ruinera définitivement toutes les PME qui vivent en consommant des produits importés, donc plus chers - notamment l'énergie -, et qui ne pourront plus investir à l'étranger. » Sans parler de l'impossibilité, pour le pays, d'emprunter durablement sur les marchés financiers, de l'explosion de la dette, qui devra être remboursée en euros avec des francs dévalués et de

la mise en péril des banques françaises qui empruntent en euros et « *ne pourront éviter la faillite qu'en répercutant l'envolée du coût de leur financement sur les PME et sur les citoyens, dont Marine Le Pen prétend défendre les intérêts* », ajoute l'intéressée. Ce qui laisse présager une fuite des capitaux, qui ne fera qu'accroître la baisse du franc.

« *Une dévaluation aurait des effets catastrophiques, renchérit Pervenche Bérès. Faute de souveraineté monétaire européenne, l'Union serait en danger. Mais l'essentiel est ailleurs : la France se trouverait totale-*

ment démunie face à la Chine et d'autres grandes puissances. »

Ajoutons que l'euro a permis de stabiliser l'inflation autour de 2 % l'an, depuis 2001, contre 10 % dans les années 1980, même si certaines pratiques dans la grande distribution et le petit commerce ont conduit à une hausse des prix. Et que la présence de la monnaie unique permet aux particuliers et aux entreprises de bénéficier de taux d'intérêt peu élevés, tout en facilitant le recours au crédit pour les PME-TPE et en réduisant le coût de la dette.

« *Nous sommes dans l'économie fiction, au nom du rejet de l'Europe, des politiques d'austérité et de tout ce qui passe par des réglementations qui semblent lointaines et désincarnées* »,

Ce « patriotisme » est la règle, avec, pour principales armes, la sortie de l'euro et des politiques d'austérité. Et, pour corollaire, le principe de « préférence nationale », au nom d'une logique de fermeture des frontières et de la lutte contre l'immigration. En ligne de mire, la politique de libre-échange, qui ne fait in fine que des perdants. Le repli est la norme, en réaction à la mobilité sociale.

note Dominique Meurs. Le retour à la Banque de France, avec, à la clé le recours à des recettes éculées : fermeture des frontières, arrêt de la libre-circulation des capitaux, taux de change flottant. « *Comment rompre les conventions passées, quid de la dette extérieure libellée en euros, qui ne fera que s'amplifier avec la dépréciation du franc par rapport à l'euro ancien ?*, s'interroge l'économiste. *Tout cela est balayé d'un revers de la main. Sans compter que stopper les mouvements de capitaux de la sixième économie du monde relève de la gageure.* » Un grand saut dans le vide ! « *Le FN s'appuie sur l'indice perçu fondé sur une forte inflation, poursuit-elle. Or, nous sommes dans une phase de déflation. À moins qu'il n'anticipe la sortie de l'euro.* »

Un projet suicidaire et contradictoire.

C'est peu dire qu'en dépit des apparences, artisans, commerçants, PME et classes moyennes ne sont pas au cœur des préoccupations du FN. Celui-ci propose un impôt plus progressif, incluant le patrimoine (ISF), l'augmentation de la tranche supérieure à 46 %, la redistribution du Crédit impôt recherche (CIR) aux PME. Mais, surtout, il entend renforcer les droits de douane, instaurer des taxes sur les transactions financières et des taxations sur les délocalisations.

Pour les classes moyennes et modestes, l'application de ce projet, de fait, serait synonyme de hausses des prix importés et de la dette privée, en sus d'une augmentation substantielle des impôts et taxes.

En coupant la France de ses débouchés commerciaux, qu'il s'agisse de nos partenaires européens - deux-tiers de nos échanges - ou des pays émergents, l'application du projet de

En coupant la France de ses débouchés commerciaux, qu'il s'agisse de nos partenaires européens - deux-tiers de nos échanges - ou des pays émergents, l'application du projet de Marine Le Pen grèverait durablement la croissance économique, et donc l'emploi. Compte tenu de l'ampleur du déficit extérieur, les solutions qu'elle préconise aggraveraient immédiatement la contrainte extérieure pesant sur le pays.

Marine Le Pen grèverait durablement la croissance économique, et donc l'emploi. Compte tenu de l'ampleur du déficit extérieur, les solutions qu'elle préconise aggraveraient immédiatement la contrainte extérieure pesant sur le pays.

Au-delà, ce programme est suicidaire, à en croire l'économiste Maël de Calan (*La vérité sur le programme du Front National*, Plon, 2016), qui assure que son application mènerait au « chaos » avec 1 515 milliards de dettes nouvelles en cinq ans, s'ajoutant aux 2 100 milliards existants. « *Le FN est à la fois « pour » les entreprises et « pour » les 35 heures, « pour » la baisse du coût du travail mais « pour » des hausses massives de salaires, « pour » et « contre » les hausses d'impôts, « pour » les grandes entreprises qu'il faut soutenir dans la mondialisation mais « contre » les grandes entreprises qui écrasent les petites en France, « pour » la concurrence qui fait baisser le prix d'achat des consommateurs mais « contre » la concurrence qui fait baisser le prix de vente des producteurs.* » Un fatras de contradictions et d'énormités, fait valoir l'auteur.

En matière économique, comme sur le plan social, le FN, pour tenter de parvenir au second tour du scrutin présidentiel, est donc condamné au grand écart permanent. Il est vrai qu'il lui faut préserver un électorat de nantis, plutôt situé dans le sud de la France, tout en fidélisant un électorat plus populaire, largement implanté au nord et à l'ouest de la Loire. En clair, opter pour des slogans tribuniciens, tout en ménageant un électorat installé et peu enclin aux solidarités élémentaires.

Bruno Tranchant